



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 3 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 novembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, M. BAILLARGEAT, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme QUERAL, M. CASTETS, M. BODIN, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, M. MONMARCHON, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. VERDIER à Mme MERCHADOU, M. GEDON à M. ELIAS, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE, Mme LANDAIS à M. BAILLARGEAT

Etaient absents:

M. GABARD, M. INOCENCIO, Mme HOLGADO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 24

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

2 – TRANSFERT D'OFFICE DE VOIES PRIVÉES DANS LA VOIRIE COMMUNALE - MODIFICATION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La gestion de la voirie communale et les procédures de classement/déclassement des voies communales relèvent de la compétence du conseil municipal.

L'article L 318-3 du Code de l'urbanisme indique que la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique, dans des ensembles d'habitations, peut, après enquête publique, être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

Par délibération du 13 février 2006, le conseil municipal avait autorisé M. le Maire à procéder au transfert d'office de voies privées notamment celles cadastrées AD 144, AD 148, AD 149 et AD 150 situées Touvent Est appartenant à la société VACCOR, et à ouvrir l'enquête publique.

A l'issue de cette délibération, aucune étape de la procédure n'a été réalisée.

Par la suite, la société MARK IMMO a repris les terrains et a sollicité la ville pour la rétrocession des autres voies situées au Cassou et qui font partie de ce même ensemble.

Par délibération du 25 octobre 2016, le conseil municipal a inclus dans la procédure, les voies cadastrées AO 40, 152 et 153.

Afin d'assurer la rétrocession de l'ensemble des parcelles, il s'avère nécessaire d'inclure la parcelle cadastrée AO 140.

La présente cession est consentie à titre gratuit.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à modifier les délibérations du 13 février 2006 et 25 octobre 2016 en prenant en compte cet espace. Les autres termes de ladite délibération demeurent inchangés.

La commission n°6 (Equipement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 21 novembre 2019 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 04/12/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20191203-60212-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

